

S'investir pour la prospérité


Conseil du
patronat
du Québec
S'ALLIER POUR LA PROSPÉRITÉ



Merci à notre principal commanditaire pour ce dossier:

L'ACQ EST FIÈRE DE REPRÉSENTER PLUS DE
15 000 ENTREPRENEURS

des secteurs institutionnel-commercial et industriel
qui contribuent chaque jour à bâtir le Québec de demain.

L'ASSOCIATION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC,
le plus important regroupement patronal d'une industrie qui correspond à

13 % du PIB



*Association de la construction
du Québec*

L'économie québécoise
ne peut se priver d'un tel potentiel!



Audace, prospérité et joie de vivre! Ces mots, le Conseil du patronat du Québec (CPQ) et son président depuis 2009, Yves-Thomas Dorval, en ont fait les bases d'une nouvelle approche pour modeler l'avenir du Québec: «*S'investir* est le thème d'une campagne que compte lancer le Conseil du patronat pour donner aux Québécois le goût de la prospérité. Il ne s'agit pas de prendre des risques inconsidérés, mais plutôt d'oser investir et d'avoir l'audace de s'investir personnellement. Au lieu de faire payer les générations futures pour notre endettement actuel, nous devons créer de la richesse, laquelle contribuera à l'accroissement du niveau et de la qualité de vie de tous les Québécois.»

Entrevue avec Yves-Thomas Dorval, président du Conseil du patronat du Québec (CPQ)

Porte-parole du milieu des affaires auprès des gouvernements, des employeurs, des syndicats, des médias et du grand public, le Conseil rassemble la majorité des associations sectorielles du Québec, plusieurs de ses plus grandes entreprises et bon nombre d'organisations de services qu'il représente dans divers débats publics: santé et sécurité du travail, financement des universités, formation professionnelle et technique, construction, budgets fédéral et provinciaux, taxe sur la masse salariale, gaz de shale, etc. Le CPQ est un rassembleur naturel: «Nous sommes la bougie d'allumage, mais cette Campagne pour la prospérité devra devenir un effort collectif et rassembleur.»

CRÉER DE LA RICHESSE

Les atouts du Québec sont immenses et bien connus. Créativité et qualité de vie s'ajoutent à des ressources naturelles accessibles et abondantes, à des universités de très haut calibre, à un riche univers culturel. De quoi attirer ou stimuler les investisseurs et placer les Québécois en excellente posture économique.

«Pourtant, pointe M. Dorval, nous sommes la province la plus endettée au Canada et nous occupons une position non enviable, au sein du monde industrialisé, à cet égard. Plus que partout ailleurs en Amérique du Nord, nous exigeons des programmes sociaux généreux. Et nous les avons. Mais nous créons aussi moins de richesse. Au Québec, par exemple, environ 3,91 % des gens gagnent plus de 100 000 \$ par année et, à eux seuls, ils paient 32 % de tout l'impôt sur le revenu. L'équivalent est de 6,2 % en Ontario et les revenus de ces voisins leur permettraient de bénéficier de plus de programmes sociaux. Or ceux du Québec sont plus généreux. Une entreprise québécoise paie 30 % de plus de taxes sur sa masse salariale. Et notre dette augmente.

«Sortir de cette situation suppose de créer plus de richesse pour accroître la prospérité, poursuit le président du Conseil. Cependant, les perceptions à l'égard de la richesse diffèrent. Certaines valeurs judéo-chrétiennes prêtent malheureusement au mot une connotation



Yves-Thomas Dorval



négative. Pour le Conseil de patronat, l'enrichissement n'est pas un combat pour s'approprier une plus grosse part de la 'tarte économique'. L'idée, c'est de faire grossir cette tarte. Il ne faut pas confondre 'richesse' et 'enrichissement de certains privilégiés'. Plus de richesse permettrait de réduire notre endettement et d'améliorer la qualité de vie de l'ensemble de la population. Pensez-y : nous sommes l'une des provinces canadiennes les plus pauvres. Notre qualité de vie actuelle est sans conteste assurée au détriment de celle des générations futures.»

S'ALLIER POUR LA PROSPÉRITÉ

À cette situation d'endettement s'ajoutent un fardeau fiscal, pour les citoyens et les entreprises, parmi les plus élevés en Amérique du Nord, ainsi que le vieillissement rapide de notre population avec, comme conséquence, des pénuries de main-d'œuvre qualifiée plus importantes qu'ailleurs au Canada. «Nous créons aussi moins d'entreprises et sommes moins productifs que nos voisins, ajoute M. Dorval. Pour l'instant, la volonté de lancer une entreprise, de la conserver et de la faire grandir n'est pas au rendez-vous. Si nous

avançons moins vite que les autres, nous accumulons du retard. Le gouvernement doit alors investir pour faire rouler l'économie, comme il l'a fait en période de récession. Ce type d'économie n'est malheureusement pas durable.»

Dans sa Plate-forme 2010-2013 intitulée *S'allier pour la prospérité*, le Conseil du patronat pose les bases de son positionnement stratégique des prochaines années : « Notre pauvreté relative n'est pas une vertu, y déclare-t-on d'entrée de jeu. Elle signifie que nous générons moins de ressources que les provinces voisines pour assurer notre confort matériel, nous éduquer, nous soigner, protéger notre environnement, développer notre

culture et assurer notre compétitivité dans le monde. Elle nous enferme aussi dans le cercle vicieux de la dépendance envers des systèmes comme la péréquation. Pour nous, la prospérité est d'abord affaire de coopération. Il est impossible de produire plus et mieux sans la collaboration de l'ensemble des acteurs économiques et sociaux.»

Tableau 1 – Synthèse

Le tableau suivant résume les résultats du plus récent *Bulletin de la prospérité du Québec*

Indicateur	Note 2010	Note 2011		
		Rang parmi quatre provinces	Rang parmi les provinces et les pays de l'OCDE	Note
Disponibilité et qualité de la main-d'œuvre	C			C
1 Pourcentage des jeunes adultes qui sont sans diplôme d'études secondaires et qui ne fréquentent pas l'école	D	4/4	4/4	D
2 Pourcentage de la population adulte qui est sans diplôme d'études secondaires	B	4/4	12/37	B
3 Taux d'obtention du grade universitaire de premier cycle	B+	2/4	2/4	B
4 Taux de scolarisation postsecondaire des adultes	A	3/4	4/38	A
5 Proportion des adultes ayant suivi de la formation reliée à l'emploi	D	4/4	4/4	D
6 Taux d'activité des travailleurs âgés	C	4/4	20/37	C
7 Intégration économique des immigrants	D	4/4	4/4	D
Coût de la main-d'œuvre	C			C-
8 Coût pour l'employeur des taxes sur la masse salariale	D	4/4	4/4	D
9 Salaire minimum en proportion du salaire médian des salariés	B	4/4	15/26	C
Réglementation	D			D
10 Orientation des lois du travail	D	4/4	4/4	D
11 Nombre moyen de documents produits par entreprise	D	4/4	4/4	D
Finances publiques	C			C
12 Taux effectif marginal d'imposition sur l'investissement	B	1/4	21/37	C
13 Fardeau fiscal	C	4/4	27/37	C
14 Taux d'endettement	D	4/4	4/4	D
Environnement d'affaires	C			C
15 Âge moyen des investissements en infrastructures	C	2/4	2/4	B
16 Intensité entrepreneuriale	D	4/4	4/4	D
17 Dépenses en R-D	A	1/4	12/34	B
18 Brevets d'invention	C	4/4	9/15	C
19 Investissements en TIC	C	3/4	3/4	C
20 Productivité multifactorielle	C	ND	12/21	C
21 Coût d'exploitation d'une entreprise	ND	1/4	2/14	A
Moyenne*	C			C

*Pour l'édition 2011, la note globale comprend le nouvel indicateur « Coût d'exploitation d'une entreprise ».

Source: Bulletin de la prospérité du Québec.



PRIORITÉ À LA MAIN-D'ŒUVRE

La qualité et l'accessibilité de la main-d'œuvre représentent la grande priorité du Conseil pour le Québec des prochaines années : « Il s'agit là d'un défi démographique, affirme M. Dorval. Nous avons besoin d'entrepreneurs – environ 16 000 au cours des prochaines années – pour remplacer

ceux qui prennent leur retraite. D'ici 2018, les besoins de tous ordres en matière de ressources humaines s'évaluent en dizaines et même en centaines de milliers de personnes. »

Interrogés par le CPQ quant à leurs besoins, nombre d'entrepreneurs ont affirmé que le manque de main-d'œuvre se révélait le principal frein à leur croissance. Une enquête Léger Marketing renforce cette information et indique que la majorité des investissements prévus d'ici 2013 seront consacrés à la formation (68 %).

L'éducation, l'immigration, la mobilité et les incitatifs au travail représentent autant d'aspects liés à la main-

d'œuvre où le Conseil du patronat a l'intention d'agir. Pour juger de la situation le plus justement possible, il a notamment créé le *Bulletin de la prospérité* (tableau 1), qui note divers aspects liés à notre économie : « Nous sommes peut-être les champions du décrochage avec la note D, constate par exemple M. Dorval, mais, par contre, nous

Audace, prospérité et joie de vivre !



ASSOCIATION
MINIÈRE DU QUÉBEC



Groupement
des chefs d'entreprise
du Québec

expériences > entraide > réussite

aqesss

ASSOCIATION QUÉBÉCOISE
D'ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ
ET DE SERVICES SOCIAUX



Association des
ingénieurs-conseils
du Québec



excellons dans le rattrapage. Malheureusement, cela signifie que pendant 5 à 10 ans, une portion importante de la main-d'œuvre a été sous-utilisée. Ce type d'information nous permet de mieux cibler les actions pertinentes.»

Un capital humain à des coûts concurrentiels, la mise en place d'une réglementation intelligente favorisant le développement de nos entreprises, l'assainissement des finances publiques en termes de dépenses, de croissance économique et de revenus gouvernementaux ainsi que la promotion d'une économie durable pour assurer la prospérité de demain sont les quatre autres grands domaines d'intervention retenus par le Conseil de patronat du Québec.

UN NOUVEAU RÔLE

La réflexion qui a mené à ce positionnement stratégique a été l'occasion de redéfinir la mission du CPQ. Depuis plus de 40 ans, le Conseil observe le développement économique du Québec: « Les associations de tous les secteurs se sont organisées en confédération pour trouver des solutions

à des problématiques communes, rappelle M. Dorval. Le Conseil du patronat du Québec a alors acquis ses lettres de noblesse dans le secteur des ressources humaines. L'époque des grands débats sociaux a suivi et le CPQ a été partie prenante des sommets économiques, des référendums, des réflexions sur l'énergie ou sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Son rôle de lobbyiste s'appuyait avant tout sur la notion de consensus dans le milieu des affaires, pour devenir ainsi un interlocuteur crédible et incontournable pour le gouvernement aussi bien que pour les syndicats et autres groupes sociaux.»

Aujourd'hui, le contexte a évolué. Le Conseil du patronat est investi d'une nouvelle mission, celle de « s'assurer que les entreprises bénéficient des meilleures conditions possibles – notamment en matière de capital humain – afin de prospérer de façon durable dans un contexte de concurrence mondiale.

« Le CPQ se positionne dorénavant comme un agent de changement au sein de la société québécoise, ajoute Yves-Thomas Dorval. Plusieurs soutiendront qu'il est impossible de modifier des mentalités séculaires, mais l'histoire nous a prouvé le contraire. La Révolution tranquille a été le résultat d'une décision collective de changement et d'investissement dans l'éducation. Nous avons formé des ingénieurs, des chercheurs, des gestionnaires qui dirigent aujourd'hui des multinationales à travers le monde. Puis, les Québécois ont souhaité devenir propriétaires de leurs entreprises et on a vu l'apparition du Québec inc. Encore aujourd'hui, nous pouvons nous mobiliser pour changer les choses.»

VERS UNE PLUS GRANDE JOIE DE VIVRE

« Réaliser les changements qui mèneront le Québec de la pauvreté à la prospérité requiert la participation de tous et chacun d'entre nous, y compris les entreprises bien sûr, croit fermement M. Dorval. Nous devons sortir de notre confort, comme les milliers de bénévoles qui se sont retroussés les manches et se sont rendus dans la vallée du Richelieu aider les personnes sinistrées. Ils l'ont constaté: le gouvernement doit avoir un rôle de facilitateur pendant que chacun s'investit personnellement.

LE CONSEIL DU PATRONAT EST INVESTI D'UNE NOUVELLE MISSION, CELLE DE « S'ASSURER QUE LES ENTREPRISES BÉNÉFICIENT DES MEILLEURES CONDITIONS POSSIBLES – NOTAMMENT EN MATIÈRE DE CAPITAL HUMAIN – AFIN DE PROSPÉRER DE FAÇON DURABLE DANS UN CONTEXTE DE CONCURRENCE MONDIALE ».

« La catastrophe que vit le Québec actuellement n'est pas aussi évidente, poursuit-il, car nous grugeons le pain des générations futures, mais elle est bien réelle. Politicien ou citoyen, employeur ou décrocheur, patron ou employé, anglophone ou francophone, étudiant ou immigrant, scientifique ou artiste, tout le monde doit s'investir. Nous devons travailler ensemble en vue de la prospérité et créer un climat où les gens disent oui à l'investissement pour en partager collectivement les bénéfices. La qualité de vie et la joie de vivre n'en seront que plus grandes pour tout le monde. Voilà le véritable objectif de la Campagne pour la prospérité. »